

Éviter le nid vide : la sécurité démographique de l'Arménie

L'Arménie a connu un déclin démographique important au cours des 30 dernières années. L'émigration à grande échelle par rapport à un rapatriement limité, et des taux de natalité inférieurs par rapport à des taux de mortalité plus élevés ont été les principaux moteurs de cette baisse. Il a touché presque tous les domaines de la vie dans le pays. Moins de personnes se traduisent par moins de travailleurs et moins de soldats enrôlés dans l'armée. L'émigration d'individus hautement qualifiés (une « fuite des cerveaux ») a un impact négatif sur l'éducation et le développement global.

La guerre d'Artsakh de 2020 a coûté la vie à des milliers d'hommes arméniens. Le ministre de la Santé a déclaré le 21 janvier que 3 450 corps avaient subi un examen médico-légal. Plus de deux mois après la fin de la guerre avec l'accord d'armistice du 10 novembre, le nombre exact de victimes reste à déterminer. À la mi-décembre, la Fondation d'assurance pour les militaires avait déclaré qu'il y avait environ 2 900 morts confirmés, 1 600 disparus et 2 000 à 3 000 soldats invalides. À titre de comparaison, la première guerre du Karabakh a tué environ 6 000 Arméniens, tandis que l'année la plus meurtrière (1992) représentait environ 2 500 de ce nombre.

En plus des pertes de guerre, 2 828 personnes sont mortes dans la pandémie de COVID-19 en 2020. Ainsi, 2020 a vu le plus grand nombre de morts en Arménie depuis 1988, lorsque le tremblement de terre dévastateur dans le nord-ouest du pays a tué environ 38 000 personnes.

La guerre, qui a duré 44 jours, a fait des ravages en Artsakh et en Arménie. Une grande partie des militaires tués sont nés dans les deux premières années du XXI^e siècle, en 2001 et 2002. Cela va avoir un impact significatif sur la démographie de l'Arménie pour les décennies à venir. Cette perte de la vie de milliers de jeunes hommes aura inévitablement un effet d'écho en réduisant le nombre d'enfants nés à long terme.

Le taux de natalité de l'Arménie avait déjà atteint un niveau historiquement bas en 2001 et 2002. Bagrat Asatryan, l'ancien chef de la Banque centrale, a fait valoir que l'Azerbaïdjan avait tenu compte de ce fait lors du déclenchement de la récente guerre, car ce sont les garçons nés au cours de ces années. terminaient actuellement leur service militaire dans l'armée.

Où tout le monde est-il allé ?

Pendant la période soviétique, la population arménienne a presque quadruplé. Il est passé de 880 000 en 1926 à plus de 3,4 millions en 1987. Au cours de la même période, l'Arménie s'est fortement urbanisée avec plus des deux tiers de la population vivant dans les villes, contre moins d'un cinquième en 1926. Lorsque l'Arménie a déclaré son indépendance en 1991, la population arménienne était d'environ 3,5 millions d'habitants. Selon le Comité statistique de la République d'Arménie (ArmStat), au 1^{er} octobre 2020, il s'élevait à 2,97 millions. Le nombre réel, compte tenu de ceux qui vivent à l'étranger malgré le maintien d'une adresse enregistrée en Arménie, est inférieur. Les chiffres montrent une perte d'une personne sur six en 30 ans.

Alors que la population estimée de l'Arménie en 2020 est presque identique à sa population d'il y a 40 ans (d'après le recensement soviétique de 1979), la population des différentes régions d'Arménie a beaucoup fluctué. Par exemple, les six anciens districts (rayons) limitrophes d'Erevan (Abovyan, Nairi / Yeghvard, Ashtarak, Masis, Etchmiadzin et Ararat) ont vu leur population combinée croître de près de 30%. Au cours de la même période, la population des provinces d'Ararat et Armavir (la vallée de l'Ararat) a augmenté de plus de 20%. D'autres régions d'Arménie telles que Syunik, Gegharkunik et Tavush ont perdu moins de 10% de leur population.

Shirak et Lori, les plus touchées par le tremblement de terre de 1988, ont perdu respectivement environ 30% et 37% de leur population au cours des quatre dernières décennies. Leurs centres provinciaux, Gyumri et Vanadzor, ont perdu plus de la moitié de leur population depuis 1987. En fait, plus de 90% du déclin de la population de Shirak est dû au dépeuplement de Gyumri. D'autres villes de province, telles que Hrazdan, Armavir, Artashat, Gavar, Charentsavan et Alaverdi, ont perdu plus d'un tiers de leur population depuis 1989.

Au cours de la même période, le taux de natalité de l'Arménie est passé de 22,5 (pour 1000 personnes) en 1990 à 12,2 en 2019, et le taux de fécondité (naissances par femme) de 2,54 à 1,76, qui est inférieur au taux de remplacement de 2,1 naissances par femme, nécessaire pour soutenir la population. Dans l'intervalle, le taux de mortalité est passé de 8,5 à 9,6 pour 1 000 personnes. Entre 1992 et 2019, le solde migratoire de l'Arménie a représenté 1 million d'Arméniens ayant quitté le pays depuis l'indépendance. Environ la moitié de ce nombre s'est produite pendant la première guerre du Karabakh, lorsque près de 500 000 Arméniens ont quitté le pays entre 1992 et 1994 seulement. Depuis lors, chaque année, plus de personnes quittent l'Arménie que d'entrer, sauf en 2004-06 et 2018-19. La première exception peut s'expliquer par le boom économique précédant la crise financière mondiale, et le second par le regain d'optimisme suite à la révolution de velours de 2018.

Comme indiqué ci-dessus, l'émigration nette, les naissances faibles et les décès élevés sont les principales causes du déclin continu de la population de l'Arménie. Pour assurer la sécurité démographique du pays, le gouvernement doit s'attaquer à ces problèmes.

Argent pour les enfants

Pour promouvoir des taux de natalité plus élevés, le gouvernement Pashinyan a augmenté le paiement forfaitaire pour le premier et le deuxième bébé d'un couple à 300 000 AMD (environ 625 USD) en juillet 2020. Il était auparavant de 50 000 AMD pour le premier et de 150 000 AMD pour le deuxième enfant. Le gouvernement a également augmenté les prestations mensuelles de 18 000 à 26 500 AMD (52 000 AMD pour les mères qui travaillent dans les zones rurales). Certains chercheurs soutiennent que les paiements forfaitaires n'ont pas un impact significatif sur le taux de fécondité et que les congés de maternité payés et les services de garde abordables sont plus efficaces. Une étude américaine soutient que, pour augmenter les taux de fécondité, les gouvernements devraient « fournir une santé reproductive et des soins sociaux adéquats financés par les fonds publics afin d'atteindre les taux de natalité requis et de disposer d'une population plus jeune pour contribuer au progrès national et mondial ».

Réparer la fuite

Les causes de l'émigration sont multiformes : pauvreté, chômage, mauvaise gestion et corruption, bas niveau de vie et incertitude quant à l'avenir, qui a été exacerbée par la guerre. Dans un sondage de mars 2020, pas moins d'un quart des sondés (et 37% des jeunes) ont déclaré qu'ils souhaitaient quitter définitivement l'Arménie. Ce pourcentage est sûrement beaucoup plus élevé maintenant ; dans la période d'après-guerre, l'incertitude et l'anxiété se sont largement répandues dans toutes les couches de la société. L'apaisement des tensions sociétales et politiques par divers moyens devrait désormais être une priorité pour le gouvernement Pashinyan. Après le changement de gouvernement en 2018, il y avait une floraison d'espoir et d'autonomisation, et même en juin 2020, le gouvernement Pashinyan avait une solide cote d'approbation. Cependant, après la guerre d'Artsakh de 2020, il fait maintenant face au mécontentement du public et aux appels généralisés à sa démission.

Outre l'apaisement des tensions existantes, une façon d'aider les gens à changer d'avis et à les persuader de rester en Arménie est d'investir dans les infrastructures, ce que le gouvernement Pashinyan a tenté de faire. Non seulement cela crée des emplois pour des personnes qui, autrement, feraient un travail similaire en Russie, mais cela renforce également les éléments constitutifs d'une activité économique concurrentielle continue. Une autre façon d'aider les gens à rester en Arménie serait d'engager des professionnels, y compris des ingénieurs et des professionnels de

l'informatique, dans des recherches financées par le gouvernement pour concevoir et produire des équipements militaires de nouvelle génération pouvant être déployés en Arménie ou exportés.

Il est également vital de s'occuper des militaires blessés et handicapés et des familles des soldats tués. Fin décembre 2020, le Parlement a décidé d'augmenter la déduction mensuelle du chèque de paie à la Fondation d'assurance pour les militaires (le « Fonds des 1000 drams ») de 1 000 AMD par employé à une fourchette comprise entre 1 500 et 15 000 AMD, en fonction des revenus. Les paiements offrent un filet de sécurité sociale aux familles qui ont été les plus durement touchées par la guerre.

L'Arménie comme refuge

Outre la diminution de l'émigration, l'augmentation de l'immigration en Arménie, en particulier des Arméniens de la diaspora, est un moyen d'inverser le flux de personnes et de compétences. Engager des professionnels de la diaspora des pays développés dans des projets éducatifs et technologiques en Arménie est une façon de les amener en Arménie. Avec les Arméniens des pays turbulents du Moyen-Orient, comme la Syrie, le Liban et l'Iran, c'est une autre histoire. Ce sont des communautés qui font face à leurs propres crises existentielles. L'Arménie à l'intérieur de ses frontières modernes n'est peut-être pas leur patrie ancestrale, mais l'Arménie devrait devenir un havre de paix pour eux.

Pendant la guerre en Syrie, quelque 22 000 Syro-Arméniens se sont installés en Arménie ; à la mi-2019, pas moins de 18000 étaient toujours là. Comme pour les vagues précédentes de rapatriement, de nombreux Arméniens de la diaspora rencontrent souvent des problèmes d'intégration, certains décidant de se réinstaller à nouveau en Occident si l'occasion se présente. Il est de la responsabilité du gouvernement et de la société de soutenir les Arméniens de la diaspora et de les aider à rester et à se sentir les bienvenus ici. Tout, de l'introduction de l'arménien occidental dans les écoles à la facilitation de la participation aux programmes de réfugiés financés par l'ONU, pourrait faire une différence.

Au cours de la dernière décennie, l'Arménie a connu sa première vague mineure d'immigration étrangère. Après que le gouvernement arménien a libéralisé le régime des visas avec l'Inde en novembre 2017, plusieurs milliers d'Indiens sont venus en Arménie, certains cherchant une résidence temporaire ou permanente. En 2018 et 2019, les citoyens indiens figuraient en tête de liste, avec un total de 3742 résidents en Arménie (dont 40 seulement pour la résidence permanente). En 2016 et 2017, l'Iran était le premier, avec un total de 2281 - dont beaucoup peuvent être considérés comme des Irano-Arméniens - dont 209 étaient des résidents permanents.

Avancer

Les projections du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2019) prévoient que la population de l'Arménie en 2050 sera comprise entre 2 573 000 (estimation basse) et 3 065 000 (estimation haute). L'estimation moyenne est de 2 816 000. Les dirigeants actuels et anciens de l'Arménie ont promis d'augmenter considérablement la population du pays. Le Premier ministre Nikol Pashinyan a déclaré en 2019 que la population arménienne devrait être de 5 millions d'habitants d'ici 2050, tandis que le président d'alors Serzh Sarkissian a déclaré en 2017 que l'objectif devrait être d'avoir une population de 4 millions d'habitants d'ici 2040.

L'Arménie pourrait-elle réellement héberger autant de personnes ? Sur la base du parc de logements déjà existant, pas moins de 4,8 millions de personnes pourraient théoriquement vivre dans les maisons et appartements de l'Arménie. Selon ArmStat, la superficie totale de l'Arménie est de 96,5 millions de mètres carrés, ce qui divisé par la superficie minimale requise par personne, soit environ 20 mètres carrés, donne environ 4,8 millions de personnes. Ce nombre est basé sur la surface de plancher moyenne approximative par personne dans les pays en développement. En revanche, la surface de plancher moyenne par personne dans l'UE fait plus de 40 m², ce qui signifierait que seulement 2,4 millions de personnes pourraient s'intégrer dans le parc immobilier déjà existant de l'Arménie. Historiquement, comme indiqué ci-dessus, le sommet historique de l'Arménie se situait au début des années 1990, lorsque le pays comptait environ 3,5 millions d'habitants. Le simple retour à ce nombre nécessitera plus de 20 mètres carrés chacun pour se poser.

Hovhannes Nazaretyan

EVN Report

par [Stéphane](#) le dimanche 14 février 2021

© armenews.com 2021